

Portrait des pratiques d'action communautaire autonome développées par les communautés immigrantes de Montréal

2025



Ce projet a bénéficié du soutien financier du programme d'aide financière à la recherche et à la création de l'UQAM- volet 2 (Service aux collectivités) et a été accompagné par une agente de développement du Service aux collectivités.



Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2025
ISBN version électronique : 978-2-925169-19-2

Membres du comité d'encadrement

João Paulo Rossini, candidat au doctorat à l'UQAM et agent de liaison communautaire, PROMIS

Delfino Campanile, directeur général, PROMIS

Catherine Montgomery, professeure, Département de communication sociale et publique de l'UQAM

Aida Berberovic, directrice des services et programmes, PROMIS

Jacinthe Poisson, agente de développement, Service aux collectivités de l'UQAM

Référence suggérée

Rossini, J.P., Campanile, D., Montgomery, C. et Berberovic, A. (2025). Portrait des pratiques d'action communautaire autonome développées par les communautés immigrantes de Montréal. Montréal, 37 pages.

Remerciements

Nous souhaitons remercier chaleureusement les personnes ayant pris part au projet de recherche, en participant à un entretien ou à l'atelier collectif. Sans ces personnes, cette étude n'aurait pas pu avoir lieu.

Nous remercions également Nicole Burchell et Laurence Millette, auxiliaires de recherche de l'UQAM, ainsi que Ana Maria Zaidman, conseillère en recherche et développement de projets et Islem Bendjaballah et Maria Marcela Vega, agents de liaison communautaire de PROMIS, pour leur participation aux premières étapes de cette recherche. Nos sincères remerciements vont aussi au Service aux collectivités de l'UQAM pour le financement de ce projet, ainsi qu'à Josée-Anne Riverin, agente de développement, pour sa contribution à ce travail.

Table des matières

Résumé	4
Contexte	5
Objectifs du projet	7
Méthodologie	8
Entretiens individuels et rédaction des récits de pratique	8
Atelier collectif avec les personnes participantes	10
Portrait des organismes rencontrés	11
Historique et structure	13
Création d'un OBNL pour sa communauté	13
Objectifs et missions	14
Financement	15
Structure administrative	16
Territoire d'intervention	16
Activités	17
Valorisation des traditions culturelles d'origine	17
Partage d'informations	18
Soutien aux nouveaux arrivants et nouvelles arrivantes	19
Soutien financier et social	19
Soutien aux personnes âgées	20
Familles et jeune génération	20
Actions dans les pays d'origine	21
Partenariats	21
Partenariats identifiés	21
Partenariats souhaités	22
Enjeux et contraintes	23
Financement stable des activités	23
L'obtention de financement	24
Engagement de la communauté : nouvelles générations et bénévoles	24
Avoir ses propres locaux d'activités	25
Réalisation des missions et perspectives	26
Résultats partiels ou dépassant les attentes initiales	26
L'impact positif sur la communauté	26
L'accès à un lieu physique	27
Activités planifiées	28
Conclusion	29
Références	31
ANNEXE – Synthèse de l'atelier collectif avec les organismes participants	33

Résumé

Ce projet, élaboré à la demande et en collaboration avec l'organisme PROMIS, est une recherche-action portant sur les pratiques d'action communautaire d'organismes autonomes dédiés à une seule communauté d'immigration récente (dits monoethniques) à Montréal. D'une part, ces organismes sont peu financés et peu, ou pas, en lien avec des institutions. D'autre part, leurs pratiques n'ont pas été documentées. Ce projet vise donc à :

- 1 mieux connaître** ces organismes, les contraintes dans lesquelles ils fonctionnent et leurs besoins en termes de soutien ;

- 2 documenter et mettre en valeur** les pratiques d'action communautaire mises en place dans ces organismes ;

- 3 amorcer un dialogue** entre différents organismes monoethniques autonomes afin de faciliter le partage d'expertise et de pratiques et ainsi fonder les bases d'une communauté de pratique.

Nous avons d'abord interviewé individuellement onze membres de onze organismes dédiés à dix communautés, puis rédigé leurs récits de pratique, validés par les participants. Un atelier collectif a ensuite été organisé, permettant de discuter de thèmes clés qui ont émergé des données recueillies.

Ce rapport présente l'histoire, la structure administrative, les activités, les enjeux et les perspectives de ces organismes. Gérés majoritairement par des bénévoles, ils valorisent les traditions culturelles de leurs communautés et soutiennent tant les personnes immigrantes, celles aînées que les familles. Ils font face à des défis tels que le manque de financement stable, l'accès à des locaux et l'engagement des bénévoles. Lors de l'atelier collectif, les participants ont exprimé leur désir de collaborer entre eux et avec PROMIS, grâce à des mesures de collaboration pouvant soutenir leurs organismes.

Contexte

Les personnes immigrantes rencontrent plusieurs obstacles dans leur processus d'intégration au Québec. Pauvreté, déqualification, taux de chômage plus élevé que les personnes natives, difficulté à se loger convenablement, accès limité au système de santé, discrimination, etc., sont autant d'obstacles qui ont été documentés (Arsenault *et al.*, 2023 ; Côté *et al.*, 2023 ; Langlois, 2023). Il y a toutefois beaucoup moins de recherches qui se sont intéressées aux pratiques mises en place par les personnes immigrantes elles-mêmes pour trouver des solutions à ces problématiques.

Les communautés immigrantes plus anciennes, telles que les communautés juives, portugaises, et italiennes, ont formé leurs propres organisations en bénéficiant du soutien de l'État avant les années quatre-vingt-dix. À partir de 1989, le gouvernement du Québec a modifié les politiques de financement des activités des communautés immigrantes. Elles favorisaient dorénavant les actions en faveur de l'établissement et de l'intégration des personnes immigrantes de toutes les origines, au détriment des activités visant des groupes ethniques spécifiques (Helly, 1996, p. 423-424). Les organismes souhaitant être subventionnés devaient s'ouvrir à toutes les personnes immigrantes. Certains ont choisi cette voie, alors que d'autres ont continué à soutenir les membres de leur communauté sans aide gouvernementale (Fiore, 2010).

L'historique des organismes dédiés à une seule communauté ethnique (dits monoethniques) s'imbrique dans le développement de l'action communautaire au Québec. Les recherches qui s'intéressent à l'action communautaire au Québec situent l'origine du mouvement au début des années soixante, avec la mise sur pied des comités de citoyens. Dans un article portant sur l'action communautaire autonome, Bourque *et al.*, (2016, p. 2) présentent une perspective historique de l'action communautaire québécoise et distinguent cinq générations d'organismes. La première génération correspond aux comités citoyens, durant les années 1960. La deuxième, dans les années 1970, regroupe les groupes populaires militants qui visent la défense des droits et l'amélioration des conditions de vie des personnes démunies et marginalisées. Dans les années 1980, une troisième génération apparaît, composée d'organismes dont le travail est axé sur des problématiques ou des groupes spécifiques. Ensuite, dans les années 1990, la quatrième génération se caractérise par le développement de la concertation, le développement local et l'économie sociale. Enfin, la cinquième génération serait constituée de l'action communautaire autonome, reconnue par le gouvernement québécois dans sa politique gouvernementale sur l'action communautaire (2001).

Les organismes en immigration font aussi partie du paysage de l'action communautaire au Québec. Ils se sont regroupés à la fin des années 1970 à l'intérieur de la Table des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI) et « sont devenus un interlocuteur incontournable quand on parle d'intégration et de relations interculturelles au Québec » (Reichhold 2010, p. 40). Plusieurs de ces organismes ont vu le jour bien avant les années 1960 (Gagné, 2008). Certains d'entre eux ont été créés par des personnes immigrantes pour répondre aux besoins de leurs communautés et sont encore actifs aujourd'hui. D'autres organismes, desservant les communautés d'immigration plus récentes, ont été créés au fil des années.

Cependant, on connaît peu de choses des pratiques d'action communautaire des groupes dédiés à une seule communauté ethnique, car, à notre connaissance, ils n'ont fait l'objet d'aucune

recherche. Dans une recherche sur l'action communautaire dans le quartier Côte-des-Neiges, Rhéaume *et al.* (2008) repèrent vingt-deux organismes monoethniques, mais ne traitent pas de leurs pratiques. Campanile (2007), dans un article sur l'organisation communautaire auprès des communautés culturelles, mentionne les apports et les limites de ces organismes dans le quartier Parc-Extension, mais là encore, il n'est pas question des pratiques d'action communautaire développées.

Dans le cadre d'une première initiative de liaison communautaire mise en place par PROMIS dès 2017, une liste des organismes dédiés à une seule communauté ethnique (dits monoethniques) a été dressée. Ces organismes, dont «les services et activités s'adressent aux membres d'une communauté ethnique ou culturelle en particulier» (Prohet, 2009, p. 10), jouent un rôle de première ligne essentiel dans l'intégration des personnes et des familles nouvellement arrivées, mais doivent néanmoins œuvrer avec peu de moyens financiers et avec un appui institutionnel restreint.

Qui sont ces organismes ? Comment font-ils pour mettre en place des façons de faire adaptées aux besoins spécifiques de leurs communautés respectives, malgré le peu de ressources à leur disponibilité ? Quels sont leurs pratiques d'action et leurs besoins ?

Un portrait plus complet de ces organismes permettrait non seulement de valoriser le travail qui s'y fait, mais peut-être aussi d'inspirer les pratiques dans d'autres organismes œuvrant dans un contexte similaire, tout en faisant ressortir les défis communs rencontrés et les appuis potentiels pouvant être apportés. C'est avec ce besoin que PROMIS a contacté le Service aux collectivités de l'UQAM afin d'initier ce projet.

Objectifs du projet

Ce projet de recherche-action a permis de dresser un portrait des groupes dédiés à une seule communauté ethnique qui desservent des communautés d'immigration récentes (années 2000 et plus) à Montréal. Il a également suscité une réflexion autour de leurs pratiques d'action communautaire et facilité le partage à travers des échanges entre organismes.

Ces organismes ont généralement moins de contacts avec des réseaux institutionnels et communautaires établis et ont moins accès aux ressources et subventions gouvernementales ou municipales. Ce réseautage entre les organismes serait bénéfique non seulement aux participants, permettant le partage d'informations et des collaborations potentielles entre organismes, mais aussi à l'organisme initiateur du projet, PROMIS, afin de mieux connaître les pratiques et les besoins des organismes dédiés à une seule communauté ethnique et les soutenir dans leurs actions.

Plus spécifiquement, ce projet visait à :

- Mieux connaître les pratiques des groupes dédiés à une seule communauté ethnique (dits monoethniques) développés au sein des communautés immigrantes plus récemment arrivées au Québec, les contraintes dans lesquelles ils fonctionnent et leurs besoins en termes de soutien ;
- Documenter et mettre en valeur des pratiques d'action communautaire mises en place dans ces organismes ;
- Amorcer un dialogue entre ces organismes afin de faciliter le partage d'expertise et de pratiques et fonder les bases d'une communauté de pratique.

Ces objectifs se situent dans le prolongement des travaux sur l'analyse des pratiques et des savoirs d'action (Fook *et al.*, 2000 ; Racine, 2000, 2007 ; Schön, 1992). Les études soulignent la capacité des intervenants et intervenantes communautaires à saisir la particularité de chaque nouvelle situation émergente dans le cadre de leur pratique et à articuler leurs interventions en conséquence (Cloutier, 2011 ; Montgomery *et al.*, 2013 ; Racine, 2000, 2007). Cette créativité est d'autant plus remarquable qu'elle s'inscrit dans un contexte où se multiplient les contraintes pour les organismes communautaires en immigration, telles que la grande précarité budgétaire, l'augmentation importante des demandes d'aide, la redéfinition constante des politiques en matière d'immigration et d'intégration et le peu de contact entre les organismes.

Malgré ces contraintes, ou en raison de ces dernières, les intervenants et intervenantes continuent - à travers leurs pratiques quotidiennes - à redéfinir et innover dans leurs façons d'intervenir. Cette réflexivité entraîne la production de nouveaux savoirs et de nouvelles pratiques, leur conférant un caractère évolutif constant, démontrant que les praticiens et praticiennes ne font pas qu'appliquer des connaissances apprises, mais, plutôt, qu'ils et elles les adaptent, les enrichissent et les transforment à travers leur réflexion sur leurs pratiques et leurs interventions en cours d'action. (Fook *et al.*, 2000).

Méthodologie

Notre méthodologie s'inscrit dans une perspective de recherche-action, car elle favorise la mise en place de stratégies de recherche permettant de synthétiser les connaissances empiriques et académiques, tout en intégrant les savoirs et « perceptions provenant des acteurs impliqués dans la situation qui sera étudiée » (Camden et Poncet, 2014, p. 385). Cette démarche s'est déroulée en deux étapes, de novembre 2022 à novembre 2024. Elle a combiné un travail d'entretiens individuels avec des organismes participant à la recherche avec un travail collectif regroupant l'ensemble de ces organismes.

Entretiens individuels et rédaction des récits de pratique

Dans un premier temps, l'équipe de recherche a rencontré onze interlocuteurs et interlocutrices, chaque personne représentant un organisme desservant une communauté spécifique établie au Québec depuis 2000. Ces personnes ont été conviées à un entretien individuel, mené en français ou en anglais. D'une durée moyenne de 60 minutes, ces entretiens ont été enregistrés et anonymisés. Dans ce rapport, les personnes participantes seront désignées en fonction de leur rôle au sein de leur organisme.

La transcription et le codage du matériel à des fins d'analyse ont permis à l'équipe de recherche de rédiger un récit de pratique sommaire pour chaque organisme participant, structuré autour des thèmes suivants :

- 1 l'historique et le mandat de leur organisme ;
- 2 les contraintes et les besoins spécifiques qui ont des impacts sur leurs actions communautaires et surtout ;
- 3 les pratiques, projets ou actions jugés significatifs pour ces personnes dans leurs organismes.

Ces récits de pratiques ont ensuite été validés par les organismes pour leur diffusion sur les réseaux de diffusion de PROMIS.

Le récit de pratique se situe dans le champ global des approches biographiques en sciences sociales, qui consiste à raconter, sous forme de narratif, des expériences de vie (Bertaux, 2016). Le récit de pratique proprement dit consiste en une narration, soit en groupe, soit individuelle - cette dernière forme étant choisie ici - centrée sur la pratique professionnelle. Il peut se définir comme la narration d'événements choisis par l'intervenant ou l'intervenante comme étant mémorables et porteurs d'enseignement à propos de la pratique (Desgagné, 2005 ; Montgomery et al., 2013).

TABLEAU 1 - Organismes, communautés et personnes participantes

Organisme	Communauté desservie	Fonction de la personne participante
Association Culturelle Roumaine (ACR)	Roumaine	<i>Présidente</i>
Association des Tunisiens du Canada (ATC)	Tunisienne	<i>Membre fondateur</i>
Association du Ndé Montréal	Camerounaise (département du Ndé)	<i>Membre fondateur et conseiller</i>
Association Québec Ile Maurice (AQIM)	Mauricienne	<i>Vice-président</i>
Centre culturel et communautaire salvadorien du Québec (CCCSQ)	Salvadorienne	<i>Fondatrice et présidente</i>
Centre Culturel Algérien (CCA)	Algérienne	<i>Membre fondateur</i>
Centre d'intégration Brésil-Québec (CIBQ)	Brésilienne	<i>Fondatrice et présidente</i>
Communauté Moldave du Québec (CMQ)	Moldave	<i>Fondatrice et présidente</i>
Federation of Filipino Canadian Associations of Quebec (FFCAQ)	Philippine	<i>Présidente</i>
Filipino Heritage Society of Montreal (FHSM)	Philippine	<i>Membre du conseil d'administration</i>
Hay Doun	Arménienne	<i>Intervenante psychosociale</i>

L'équipe de recherche a rencontré, au cours de ce projet, des défis liés au recrutement et à la communication avec les organismes. En raison de ces défis, deux groupes représentant la communauté philippine ont été invités à prendre part au projet. Les difficultés à établir un contact régulier avec les organismes monoethniques montréalais ont déjà été documentées (Prohet, 2009). Souvent gérés par des bénévoles ayant d'autres engagements parallèles à leur implication communautaire, ces organismes font face à des défis organisationnels particuliers. En effet, à l'exception d'une des personnes rencontrées, aucune autre n'était employée par l'organisme qu'elle représentait.

Le niveau de détail des récits varie selon le rôle des personnes interviewées dans leur organisme. Les membres fondateurs ont généralement une connaissance approfondie de leurs histoire, pratiques et contraintes, comme le conseiller de l'Association du Ndé Montréal, qui explique : « nous sommes [...] ceux qui étaient là à la création. [...] Donc je peux parler de l'histoire parce

que j'étais là ». À l'opposé, certaines personnes, comme la présidente de l'Association Culturelle Roumaine, ont une perspective plus limitée dans le temps : « je suis présidente depuis 2017, alors tout ce que je peux vous raconter, c'est depuis que je connais plus l'association ». Par ailleurs, les citations choisies dans ce rapport servent à illustrer les principaux propos des participants et participantes.

Atelier collectif avec les personnes participantes

Dans un deuxième temps, les onze récits de pratique rédigés dans le cadre de la recherche ont également permis de structurer les discussions lors d'un atelier collectif. Cette activité, d'une durée de deux heures et demie, a eu lieu en novembre 2024 dans les locaux de PROMIS, dans Côte-des-Neiges. L'atelier a réuni le comité d'encadrement du projet ainsi que quinze personnes représentant dix des onze organismes recrutés.

Cet atelier, dont une synthèse a été intégrée en annexe à ce rapport, se voulait une occasion pour les participants et participantes de revenir sur les récits de pratique constitués lors de la phase précédente. Cette rencontre a permis :

- d'engager un dialogue réflexif autour des pratiques,
- de partager collectivement d'autres expériences, stratégies et besoins, et
- de discuter des moyens et des conditions pour la pérennisation d'une communauté de pratique à plus long terme.

Lors de cette rencontre, quatre thèmes d'intérêt qui ont émergé lors des entretiens individuels et des récits de pratiques ont été discutés :

- 1 les effets de la pandémie sur les organismes, les mobilisations et l'état des lieux postpandémie ;
- 2 le recrutement : difficultés et stratégies mises en place ;
- 3 le territoire d'intervention et les collaborations (avec qui, comment ?) ;
- 4 travailler ensemble et identifier des pistes de collaboration entre les organismes et avec PROMIS.

Les discussions collectives ont été annotées et analysées afin de mettre en lumière les pratiques en place, les défis rencontrés par les organismes, ainsi que les besoins en termes de soutien et d'appui.

Ce rapport intègre donc le matériel recueilli lors des entretiens individuels, ainsi que les propos des personnes participantes dans le cadre de l'atelier collectif. Lorsque les citations proviennent de cet atelier collectif, cela est précisé.

Portrait des organismes rencontrés

Historique et structure	13
Activités	17
Partenariats	21
Enjeux et contraintes	23
Réalisation des missions et perspectives	26



Historique et structure

Création d'un OBNL pour sa communauté

Les organismes participants sont des associations sans but lucratif. Parmi les organismes rencontrés, certains ont été fondés récemment, comme le Centre d'intégration Brésil-Québec et le Centre culturel et communautaire Salvadorien du Québec, établis respectivement en 2017 et 2023. D'autres ont une histoire plus longue, comme la Federation of Filipino Canadian Associations of Quebec, créée en 1980, ou l'Association Québec Ile Maurice enregistrée en 1979.

Trois facteurs majeurs ont contribué au processus de création des organisations rencontrées. Tout d'abord, l'identification de besoins spécifiques au sein de leurs communautés. Un des membres fondateurs du Centre Culturel Algérien l'illustre en expliquant que, dans un contexte d'afflux croissant d'Algériens et Algériennes vers le Québec dans les années 1990 (pour des raisons d'exil dû à la guerre civile au pays, qui a eu lieu de 1992 à 2002, d'études ou de sélection par le Canada pour le travail) : « ils se rendaient service les uns les autres ». Ces services, liés à la recherche d'emploi, aux études ou à la socialisation, étaient diffusés « de bouche à oreille [...] puis nous, on était un groupe, [...] on s'est dit que si on fait ces choses-là individuellement, pourquoi on ne devrait pas s'organiser en association pour essayer de donner ces services-là dans un cadre structuré et organisé ? ».

La présidente de l'Association Culturelle Roumaine confirme ces propos en racontant que le fondateur de leur organisme, un médecin roumain retraité, a créé l'association en se demandant « qu'est-ce que je peux faire pour les gens du même âge ? ». Il a commencé à organiser des activités en collaboration avec d'autres personnes âgées et a œuvré pour briser leur isolement. Le Centre d'intégration Brésil-Québec, pour sa part, a été fondé parce qu'un groupe de Brésiliens et Brésiliennes ont identifié le besoin d'avoir un organisme « qui avait la couleur du Brésil, la culture et la saveur brésilienne, le savoir-faire du Brésil, pour aider les personnes » de leur communauté.

En deuxième lieu, des événements historiques ont, dans certains cas, joué un rôle central dans la manière dont les communautés ont souhaité maintenir des relations entre leurs membres et les sociétés québécoise et canadienne. Un des membres fondateurs de l'Association des Tunisiens du Canada explique que l'organisme a vu le jour au début du printemps arabe, durant les années 2010 et 2011 : « suite à ce soulèvement populaire [...] la communauté qui était ici surtout [...] dans la grande région de Montréal [...], s'est mobilisée pour créer cette association ». La mobilisation de la communauté tunisienne pour organiser des manifestations soutenant les changements sociaux dans le pays d'origine reflétait « ce changement de décor, [...] de structure, [...] de conjoncture politico-économique en Tunisie ». Selon l'une des membres de la Filipino Heritage Society of Montreal a, quant à elle, vu le jour en réponse à l'adoption d'une motion par le parlement du Canada¹ visant à « célébrer le mois de juin comme le mois du patrimoine philippin pour tout le Canada », en reconnaissance de la contribution des Philippines et Philippines à la société canadienne.

En troisième lieu, c'est le bagage d'engagement social ou politique passé de certaines personnes fondatrices qui les a menées à créer leur organisme. C'est le cas de la présidente de la

1 [https://www.ourcommons.ca/Members/en/salma-zahid\(88950\)/motions/9256467](https://www.ourcommons.ca/Members/en/salma-zahid(88950)/motions/9256467)

Communauté Moldave du Québec, qui, après avoir été politicienne dans son pays d'origine, a constaté en arrivant à Montréal en 2008 qu'il « n'existait aucun organisme non gouvernemental pour les immigrants qui arrivaient de Moldova² ». Pour cette raison, elle a décidé d'agir pour rassembler ses compatriotes. De façon similaire, c'est à l'invitation du consul général du Salvador à Montréal que la présidente et co-fondatrice du Centre culturel et communautaire Salvadorien du Québec, également directrice générale d'un organisme desservant la communauté latino-américaine, a accepté de participer à la fondation du Centre. Dans ses mots, le but était de « donner une image similaire à celle de » l'autre organisme qu'elle a fondé, il y a plus de 20 ans, « a présentement ici dans cette société ».

Objectifs et missions

Malgré des spécificités propres à chaque organisme, leurs objectifs et missions présentent trois principales caractéristiques qui se recoupent. Même si une caractéristique n'exclut pas les autres, parfois elles se chevauchent et se confondent :

- 1 Répondre aux besoins de rassemblement et d'entraide** des personnes provenant du même pays, de la communauté ou de la région d'origine établies à Montréal et dans ses alentours. L'Association Québec Ile Maurice représente bien ce cas de figure, comme l'explique leur vice-président : « donner des liens entre la communauté. Que les gens se rencontrent, discutent, et là ils peuvent parler [...]. C'est de l'entraide à la fin que l'on cherche, et des liens d'amitié qu'on se crée dans un nouveau pays ».
- 2 Intégrer les membres à la société d'accueil.** Bien que les initiatives mises en place soient variées, deux exemples peuvent servir d'illustration. « Notre approche, c'est vraiment de donner les outils à cette communauté pour s'intégrer. [...] Par exemple, s'il y a des nouveaux arrivants qui veulent s'intégrer dans le marché du travail, on leur fournit certains services », explique un des fondateurs du Centre Culturel Algérien. Selon la présidente du Centre d'intégration Brésil-Québec, « notre mission est de promouvoir et d'offrir des services pour l'intégration des Brésiliens et Brésiliennes à la société québécoise, soit des activités culturelles, des activités sociales, des activités envers l'employabilité », afin que « les personnes puissent avoir une vie d'intégration satisfaisante au sein de la société québécoise ».
- 3 Promouvoir la culture du pays ou de la région d'origine**, ainsi que le patrimoine culturel, tout en **favorisant le rapprochement entre la communauté et la société d'accueil.** Selon une membre du conseil d'administration de la Filipino Heritage Society of Montreal, leur but est d'« apprendre et conserver l'héritage de la culture, des coutumes, des traditions ici, au Québec ». Dans la même veine, un des conseillers de l'Association du Ndé Montréal explique qu'« on ne peut vivre qu'en s'ouvrant vers les autres [...], nous sommes là pour le développement du Ndé³ et promouvoir le patrimoine culturel. [...] Reconnaître notre identité en tant que ressortissants du Ndé et pouvoir replonger dans cette atmosphère ». Les propos de la présidente de la Communauté Moldave du Québec, formulés lors de l'activité collective,

2 « Moldavie » en roumain. C'est le nom préféré par notre interviewée.

3 L'interviewé nous explique que le Ndé est un département, un « des sous-ensembles qui forment la région » à l'ouest du Cameroun.

vont dans le même sens. Son organisme aimerait « enrichir la communauté du Québec et les communautés moldave et roumaine avec les cultures des autres ».

Financement

À l'exception d'un organisme participant, les dix autres ne bénéficient d'aucune source de financement couvrant leur fonctionnement global. Parmi ces organismes, six ne reçoivent aucune subvention pour leurs activités et quatre sont financés seulement dans le cadre de projets ponctuels et non récurrents. Les principales sources de financement proviennent de la Ville de Montréal et du gouvernement du Canada. Aucun projet financé par le gouvernement du Québec n'a été mentionné. Deux organismes ont chacun eu un projet ponctuel financé par le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants de Montréal (BINAM). Un autre organisme demande chaque année un petit montant annuel non spécifié à l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. En ce qui concerne le soutien financier du gouvernement du Canada, trois organismes ont bénéficié du programme Nouveaux Horizons pour les aînés, et deux d'« Emplois d'été Canada », pour lesquels il est nécessaire de faire une demande chaque année. Deux organismes ont eu des projets dans le cadre du Fonds de relance des services communautaires de la Croix-Rouge canadienne après la pandémie de Covid-19.

De manière générale, en raison de la rareté des financements et des montants relativement modestes de ces subventions, les organismes doivent trouver des solutions pour assurer leur fonctionnement et réaliser leurs activités. Comme le suggère l'une des intervenantes psychosociales d'Hay Doun, chercher du financement « c'est un processus continu ». Parfois, il arrive que ce soit nécessaire d'offrir « certains services qui sont payants », comme l'explique lors de l'activité collective l'un des membres fondateurs du Centre Culturel Algérien, « pour faire vivre et faire fonctionner » l'organisme. Organiser des événements payants constitue également une manière de « balancer nos comptes [...]. Mais on ne fait pas des profits. On a quelque chose en caisse [...] parce que c'est ça qui nous permet [...] de faire le prochain » événement, raconte le vice-président de l'Association Québec Ile Maurice. Par ailleurs, certains organismes tiennent des activités spécifiquement dédiées au financement, telles qu'un gala annuel « pour [...] lever des fonds », comme le mentionne l'une des intervenantes psychosociales d'Hay Doun.

Une autre manière de collecter des fonds est par la contribution des membres de la communauté. Certains organismes ont instauré un système d'adhésion, comme c'est le cas de l'Association Québec Ile Maurice. Leur vice-président explique qu'ils ont « une liste de membres à jour chaque année, avec une adhésion de 10 \$ ». Les membres bénéficient des rabais lors des activités payantes de l'Association.

Les organismes comptent également sur des dons ponctuels de leurs membres, et souvent ces contributions sont essentielles pour la réalisation des activités. « Nous comptons beaucoup plus sur l'apport des membres [...] quand il y a des choses à faire », raconte un des conseillers de l'Association du Ndé Montréal. Parfois, cette aide ne prend pas la forme d'argent, et les activités sont rendues possibles grâce à ce que la présidente de l'Association Culturelle Roumaine appelle « l'entraide » : « je réserve la salle [...]. Et étant donné que mon siège se trouve dans un centre communautaire, j'ai le droit d'avoir une salle gratuite ». Une autre association ayant participé à l'organisation « a apporté de la nourriture [...] de leur part », et les « personnalités de la communauté » participent à l'événement « pour parler, pour chanter, pour danser. [...] Ce n'était pas payant, c'était de leur temps bénévole ».

Une partie des organismes trouve des commanditaires pour leurs activités. La présidente du Centre culturel et communautaire salvadorien du Québec raconte que, pour leur fête d'indépendance de 2023, ils ont trouvé « un commanditaire d'El Salvador [...] une banque » pour « financer l'activité ». De son côté, la présidente de la Communauté Moldave du Québec a trouvé une solution en vendant des espaces publicitaires dans leur rapport annuel d'activités. En 2023, des entrepreneurs de la communauté ont payé 500 \$ par page.

Enfin, deux organismes, la Filipino Heritage Society of Montreal et la Federation of Filipino Canadians Association of Quebec, reçoivent une aide financière ponctuelle de la part de politiciens du Parlement du Canada : « je rédige beaucoup de lettres aux politiciens, et parfois ils [nous] donnent 500 \$ ».

Structure administrative

Parmi les organismes participants, le seul ayant une équipe de personnes salariées au moment des entretiens était Hay Doun. L'intervenante psychosociale rencontrée précise que l'équipe est composée de huit personnes salariées : une directrice, un coordonnateur pour leur programme de parrainage collectif, une adjointe administrative/agente à l'intégration, une intervenante psychosociale, et, dans le « programme de soutien aux proches aidants, on a trois [...] intervenantes psychosociales ». Une partie des organismes, bénéficiant d'un financement ponctuel non récurrent pour certaines de leurs activités, parviennent à embaucher des personnes temporairement. C'est notamment ce qu'explique un membre fondateur du Centre Culturel Algérien: lorsque « nous avons un projet, on engage un salarié [...]. Mais dès que le projet est fini, nous n'avons plus de salariés ».

Ainsi, la plupart des organismes sont gérés par des bénévoles, comme le confirment les exemples suivants. « On n'est pas payés et on verse de notre temps. Parmi nous, la majorité est retraitée », explique un membre du conseil d'administration de la Filipino Heritage Society of Montreal, qui est administrée par un groupe de vingt personnes. Quant à l'Association des Tunisiens du Canada, « on est cinq ou six personnes les plus actives qui s'occupent de tout ça [de l'organisme] ». Dans certains cas, les postes bénévoles, tels que la présidence de l'organisme, font l'objet d'un processus d'élections lors de leur assemblée générale, comme au Centre Culturel Algérien. Dans d'autres organismes, les personnes qui sont disponibles pour contribuer prennent ces rôles. « Ça fonctionne entre nous », raconte la présidente du Centre d'intégration Brésil-Québec.

La formation et l'organisation des conseils d'administration varient d'un organisme à l'autre. La Communauté Moldave du Québec et l'Association Culturelle Roumaine, par exemple, partagent un conseil d'administration conjoint, où une fois par mois « on discute de quels événements on va développer », raconte la présidente de la Communauté Moldave du Québec. Certaines des associations rencontrées ont constitué leur conseil d'administration en sélectionnant les membres par domaine d'expertise, comme l'a fait le Centre culturel et communautaire Salvadorien du Québec : « je suis dans le milieu communautaire [...], il y a une personne du milieu de santé, [...] une personne dans le milieu de publicité, on a une représentante des affaires et on a une représentante aussi culturelle [...] », explique leur présidente.

Territoire d'intervention

Bien que la majorité des organismes interviennent dans la région métropolitaine de Montréal, certains desservent aussi des membres dans d'autres régions du Québec. C'est le cas, par exemple, du Centre d'intégration Brésil-Québec (CIBQ), qui exprime l'« intention, notre rêve de desservir toute la communauté [...] au Québec ».

Une partie des organismes ciblent des quartiers spécifiques en raison de la concentration de leur communauté dans des secteurs précis de Montréal. C'est le cas notamment de la Filipino Heritage Society of Montreal, qui organise des activités, comme raconte une membre de leur conseil d'administration lors de la rencontre collective, « à Côte-des-Neiges, Snowdon, au parc Darlington, au parc Van Horne ». D'autres, comme la Communauté Moldave du Québec, participent à des « événements à Châteauguay, à Laval », comme en témoigne leur présidente également dans le cadre de l'atelier avec les organismes participants. Par ailleurs, certains organismes mènent des activités ponctuelles dans leurs pays d'origine, et quelques exemples seront présentés dans la prochaine section.

Au-delà des ancrages géographiques, les technologies de communication ont permis d'élargir les territoires d'intervention, un point mentionné par les organismes lors de l'activité collective. Dans les mots du membre fondateur du Centre Culturel Algérien, par exemple, la technologie « a levé les frontières » géographiques, permettant ainsi de « sortir de Villeray-Parc-Extension », où se trouve leur siège, et de rejoindre leurs membres pour des activités et événements virtuels.

Activités

Cette section présente les activités réalisées par les organismes. La liste qui suit n'est pas exhaustive, mais offre un portrait des actions menées selon un classement par type et public cible.

Il est important de souligner qu'au moment de la première phase de notre travail de terrain, soit lors des entretiens individuels, les organismes étaient encore en train de se relever des effets de la pandémie. Lors de l'atelier collectif, la pandémie a été un des thèmes discutés avec les personnes participantes. C'était une période où elles ont « appris des choses et se sont forcées à trouver des solutions » pour assurer la mobilisation de leurs membres, comme le raconte la présidente de l'Association Culturelle Roumaine à cette occasion. Depuis cette période, « nous sommes repartis sur des bases, mais pas aussi solides qu'avant », explique un conseiller de l'Association du Ndé Montréal dans le cadre de la rencontre, une réflexion qui est également partagée par la majorité des personnes présentes.

Valorisation des traditions culturelles d'origine

Les activités liées à l'héritage culturel du pays ou de la région d'origine occupent une place importante au sein des organismes rencontrés. Ce type d'activité, qui prend diverses formes, permet d'organiser des rencontres régulières avec la communauté, renforçant des liens au sein des groupes. À titre d'exemple, le Centre culturel et communautaire Salvadorien du Québec a créé « un groupe de danse, Maquilishuat⁴, et on a trouvé [...] les vêtements que les danseuses salvadoriennes utilisent ». L'Association Culturelle Roumaine organise des rencontres d'écrivains

4 <https://www.facebook.com/maquilishuat.mtl/>

en langue roumaine. Sa présidente affirme qu'ils « ont beaucoup d'écrivains dans la communauté et on fait [...] des lancements de livres ». De façon similaire, la Filipino Heritage Society of Montréal a participé à un projet avec le Centre for Oral History and Digital Storytelling (COHDS) de l'Université Concordia dans l'optique de préserver l'histoire et « les récits des Philippins ici à Montréal ». Ce projet vise à « mettre en valeur nos souvenirs ». Pour cela, « nous avons réalisé des entrevues avec des membres [...] en collaboration » avec le COHDS.

Les fêtes nationales des pays d'origine sont également célébrées. C'est le cas, par exemple, de la Fête du Père Laval⁵, organisée par l'Association Québec Ile Maurice. Il s'agit d'une messe qui permet de rassembler les compatriotes. Comme l'explique leur présidente, « toutes les communautés mauriciennes, de différentes croyances, viennent à la messe [...]. Ça touche tout le monde ». La Federation of Filipino Canadian Associations of Quebec organise en juin une fête « pour célébrer la fête de l'Indépendance, il y a habituellement un canon, et on organise un défilé dans le parc ».

Parfois, pour réaliser des activités liées à la valorisation de la culture d'origine, les organismes desservant des communautés ayant une proximité culturelle ou linguistique se mettent ensemble pour planifier des événements. Le conseiller de l'Association du Ndé Montréal explique qu'ils ont déjà organisé des festivals culturels avec d'autres organismes camerounais de la région de Montréal. « On va vers les autres associations et on essaie de revenir chacun avec son originalité » pour trouver, ainsi, un « dénominateur commun, [...] un point d'ancrage ». Le vice-président de l'Association Québec Ile Maurice mentionne leur participation au Festival Soleil d'hiver, qui rejoint les membres de différents pays tropicaux pour faire la promotion du tourisme à partir des activités de danse et de musique.

Partage d'informations

Les organismes mènent également des actions visant à partager des informations avec leurs membres, ce qui est particulièrement important pour les personnes nouvelles arrivantes. Deux exemples l'illustrent bien. L'Association des Tunisiens du Canada, selon un de leurs membres fondateurs, « répond souvent aux questions des personnes [sur les réseaux sociaux], que ce soit les communautés ici ou les communautés qui sont sur le point de venir ». La présidente de la Communauté Moldave du Québec, à son tour, a créé « une *newsletter*, et tout le monde qui a besoin d'informations peut s'inscrire et recevoir la lettre mensuelle » avec toute l'information sur la communauté, les événements organisés, ainsi que les dates pour obtenir des services consulaires du pays aux locaux de l'organisme.

D'autres organismes tiennent des ateliers informatifs : « on a eu des ateliers avec des personnes du domaine des ressources humaines [...] pour aider les personnes à comprendre le nouveau marché d'emploi » et les « démarches pour obtenir les ordres professionnels » au Québec, raconte la présidente du Centre d'intégration Brésil-Québec. L'Association des Tunisiens du Canada, à leur tour, a organisé des ateliers sur la finance personnelle avec des représentants de la Caisse Desjardins qui ont donné des informations aux membres concernant : « l'ouverture de comptes, que ce soit une assurance vie, c'est quoi, à quoi ça sert ? Pourquoi il faut faire une assurance vie ?

5 La Fête du Père Laval, célébrée le 9 septembre à l'Ile Maurice, rend hommage au bienheureux Jacques-Désiré Laval, prêtre missionnaire reconnu pour avoir défendu les Mauriciens marginalisés. Il est devenu un symbole d'espoir et de guérison pour la population.

Les hypothèques, comment acheter une maison, un condo », explique un des leurs membres fondateurs.

Soutien aux nouveaux arrivants et nouvelles arrivantes

Certains organismes mènent des activités destinées à soutenir les personnes nouvelles arrivantes pour répondre à leurs besoins lors de leur accueil. Deux exemples significatifs illustrent ce type d'activité. Hay Doun, financé par le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants de Montréal (BINAM) et en collaboration avec l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM), a réalisé un projet en ligne pendant la pandémie destiné aux personnes nouvelles arrivantes ou réfugiées. Une de leurs intervenantes psychosociales raconte qu'il s'agissait « des séances de musicothérapie avec les jeunes, et des ateliers de conversation [...] pour favoriser l'expression en français des parents ». L'un des membres fondateurs du Centre culturel Algérien raconte qu'ils organisent des événements pour rassembler la communauté et soutenir les Algériens et Algériennes étudiant au Canada. Nombreux d'entre eux « n'ont pas de bourses. Donc on les aide. [...] On leur fait [...] des pique-niques d'orientation, et en même temps, ils viennent [...] socialiser ».

Soutien financier et social

Le soutien social dans ces organismes est parfois informel, reposant sur des dons ponctuels ou la bonne volonté des membres qui cherchent des moyens d'aider ceux qui traversent des difficultés identifiées au sein de la communauté. Quelques organismes offrent un soutien financier ou alimentaire d'urgence.

Lorsqu'un décès survient, le conseiller de l'Association du Ndé Montréal précise qu'ils vont à la rencontre des personnes concernées pour les conseiller et mettre « à la disposition du veuf ou de la veuve un petit montant pour [...] l'aider à se déplacer [vers le Cameroun] et à subvenir à certains petits besoins ». Dans la même optique, le Centre Culturel Algérien dispose du Fonds maghrébin de solidarité, une caisse « pour aider les familles en difficulté [...], les gens de la communauté qui sont dans la pauvreté ou qui sont mal pris ». Pendant la pandémie, la Filipino Heritage Society of Montreal a organisé une collecte alimentaire pour distribuer des repas aux membres de l'organisme qui restaient « à la maison et avaient peur de sortir [...] à cause du Covid », raconte une membre de leur conseil d'administration.

Hay Doun offre des aides sociales variées à la communauté « dans la mesure du possible », selon l'une de leurs intervenantes psychosociales. « S'il y a une personne [...] qui vient pour du soutien psychosocial, pour une aide, pour une forme de coordination de service avec le CLSC ou bien avec des services médicaux », ils les assistent. En particulier pour « les gens [...] qui n'arrivent pas à avoir accès aux services à cause de la barrière de la langue ».

Une partie des participants et participantes orientent leurs membres vers des ressources spécialisées. Une administratrice de la Filipino Heritage Society of Montreal (FHSM) mentionne référer vers PROMIS pour du soutien : « je me suis déjà impliquée [...] avec la personne [...] au [service de] liaison [communautaire] ». Elle donne l'exemple d'une personne philippine qui travaillait dans une région du Québec, rapportait subir de mauvaises conditions et des abus, et a sollicité la FHSM.

Soutien aux personnes âgées

Quatre des organismes mènent des activités spécifiques pour les personnes âgées, puisqu'elles représentent une partie importante de leurs membres. Deux exemples clés illustrent cela. La Filipino Heritage Society of Montréal, par exemple, a bénéficié du soutien financier du programme Nouveaux Horizons pour les aînés, ce qui leur a permis d'organiser des ateliers pour stimuler l'inclusion numérique des aînés et aînées de la communauté. « Nous avons commencé avec une tablette [...] il y avait environ 10 étudiants », explique une membre du conseil d'administration de l'organisme. Grâce à ce projet, ils ont pu acheter une tablette pour chaque participant.

L'Association Culturelle Roumaine, également financée par le programme Nouveaux Horizons, mène un projet intergénérationnel avec la Communauté Moldave du Québec (CMQ), comme l'a partagé la présidente de l'Association lors de l'atelier collectif. Dans ce cadre, des jeunes des deux communautés partagent leurs connaissances en matière d'accès à Internet et d'utilisation d'outils en ligne avec des personnes âgées, tandis que ces dernières transmettent des savoirs liés à la culture roumaine, tels que les chants traditionnels et l'artisanat, ainsi que des compétences professionnelles telles que l'apiculture, la viticulture et la photographie. « On a toujours à apprendre de nos aînés et de nos enfants », affirme la présidente de l'Association lors de l'atelier collectif déjà mentionné.

Familles et jeune génération

Les organismes proposent également des activités pour les familles. Deux exemples illustrent cela. Le Centre Culturel Algérien a collaboré avec le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants de Montréal (BINAM) lors de son projet de sensibilisation aux risques des conflits parents-enfants. Un des membres fondateurs du Centre explique que lors de ces « ateliers [...] on a ciblé la première génération et puis la deuxième génération qui a une autre culture maintenant, qui s'est établie ici ». Le projet a permis « de payer une coordonnatrice de projet, les conférenciers et toutes les activités qui s'y rattachent ». La Federation of Filipino Canadian Associations of Quebec explique que leur organisme offre un « programme de renforcement de la famille » qui les « implique dans l'accompagnement des familles philippines [...]. C'est un cours en ligne de dix semaines », une fois par semaine, qui s'adresse à ceux qui ont « des problèmes avec leurs enfants [...] comme l'indiscipline ».

Les personnes interviewées expliquent que les organismes mènent également des activités avec les familles de la communauté visant à impliquer la jeune génération. Ces initiatives encouragent les nouvelles générations à se percevoir comme faisant partie des organismes, tout en montrant les efforts d'adaptation de ces derniers aux besoins des membres plus jeunes. La présidente de la Federation of Filipino Canadian Associations of Quebec évoque leur fête de Pâques, « pour impliquer les grands-parents, les parents et les enfants au même endroit [...]. Nous avons eu plus de 300 enfants ». Le vice-président de l'Association Québec Ile Maurice explique qu'ils organisent « une fête pour les enfants à Noël. [...] Quelqu'un s'habille en père Noël, on fait une petite distribution de cadeaux. On offre une collation ». Le Centre Culturel Algérien, pour sa part, propose « une école de fin de semaine, le soutien scolaire, [...] pour les enfants ».

Actions dans les pays d'origine

Certains organismes mènent des actions dans leurs pays d'origine, principalement pour venir en aide aux personnes démunies ou pour des projets éducatifs. Ces actions témoignent de leur engagement envers leurs pays d'origine et de leurs efforts pour aider leurs compatriotes. Deux exemples l'illustrent bien.

Le Centre culturel et communautaire Salvadorien du Québec mène différents projets au Salvador. « On a fait un don de livres en espagnol et français à la Bibliothèque nationale d'El Salvador [...]. J'étais présente dans le bureau du gouvernement », raconte leur présidente. Le centre, avec un autre organisme que leur présidente a fondé, a parrainé une école de 270 enfants : « on y est allé distribuer des jouets. On a fait un dîner pour tout le monde, on a offert des paniers de Noël avec des produits de base pour les familles. [...] On a aussi amené un psychologue pour animer des ateliers pour la prévention des grossesses prématurées chez les jeunes filles ». Il s'agit d'une « petite école [...] dans un état de vulnérabilité [...] élevé ».

L'Association du Ndé Montreal, pour sa part, a mis en place un projet de tutorat pour les jeunes de leur département au Cameroun. Un de leurs conseillers précise que l'objectif était de « choisir des jeunes d'un établissement scolaire dans le Ndé et de leur envoyer les moyens de payer des aînés qui pouvaient faire les cours de tutorat pour les aider à mieux maîtriser leurs apprentissages ». Le projet a reçu un accueil positif : « Ils ont été très touchés, [...] ils ont senti qu'ils ont des compatriotes au Canada qui pensent, à des dizaines de milliers de kilomètres, à eux qui sont restés ».

Partenariats

Il convient de préciser que le terme « partenariat » n'est pas toujours utilisé de manière homogène. Bien que les organismes rencontrés aient tissé beaucoup de liens de collaboration avec d'autres organismes et institutions, peu d'entre eux ont établi des partenariats balisés par des engagements contractuels écrits ou des ententes formelles claires et durables. Par conséquent, les exemples de partenariats formels sont rares chez les organismes rencontrés, bien que plusieurs aient exprimé l'intérêt à en établir dans l'avenir. C'est pourquoi une sous-section est dédiée aux partenariats que les organismes souhaiteraient établir dans le futur.

Partenariats identifiés

Dans le cadre de l'analyse, quatre partenariats formels ont été identifiés.

Le partenariat entre l'Association Culturelle Roumaine et la Communauté Moldave du Québec repose sur une proximité culturelle. La présidente de l'Association, lors de la rencontre collective, le définit comme un « partenariat extraordinaire [...] en raison des racines communes ». Les deux organismes partagent un bureau dans un centre communautaire à Côte-des-Neiges, organisent fréquemment des activités ensemble et ont une programmation commune depuis des années.

Un autre partenariat identifié existe entre Hay Doun et l'Appui, organisme qui a comme mission le soutien aux proches aidants et aidantes. L'intervenante psychosociale d'Hay Doun raconte que leur programme Psychosocial, Information et Formation (PIF), qui existe depuis 2013, a été mis en

place grâce à un partenariat avec l'Appui⁶. Ce programme apporte aux personnes proches aidantes d'ainés et ainées un soutien psychosocial, un accompagnement dans leurs activités, ainsi que l'organisation de groupes de soutien, de conférences, d'ateliers et de séances d'information. Elle explique : « on a eu une longue entente avec l'Appui, ce qui fait qu'on a des projets à long terme de trois ans, qui souvent se renouvellent ».

Les deux autres exemples de partenariats formels identifiés concernent des partenariats entre les organismes et les gouvernements des pays d'origine. La présidente du Centre culturel et communautaire Salvadorien au Québec raconte que le centre a élaboré un plan de travail et maintient un contact constant avec le consulat général du Salvador à Montréal.

De son côté, la Communauté Moldave du Québec (CMQ) reçoit, une fois par mois, des agents consulaires de l'ambassade de la Moldavie à Ottawa à leur bureau pour offrir des services consulaires aux membres de la communauté, car le pays n'a pas de représentation à Montréal. Les fonctionnaires moldaves participent également aux activités de la communauté afin de manifester le soutien du gouvernement. Dans le même esprit, l'organisme œuvre avec le gouvernement moldave pour faciliter la participation des Moldaves du Québec aux élections de leur pays, en leur permettant de faire ces démarches dans le centre communautaire où se trouve leur bureau à Montréal. « Nous avons une grande participation de la communauté », raconte la présidente de la CMQ.

Partenariats souhaités

L'intention d'établir des partenariats est mentionnée par les personnes interviewées. Nous présentons des exemples illustratifs, classés par type d'organisme visé.

Concernant les partenariats à établir au sein de leur propre communauté, une membre du conseil d'administration de la Filipino Heritage Society of Montreal raconte que leur objectif à moyen terme est de travailler avec toutes les autres organisations philippines au Canada : « on a déjà établi des liens avec l'organisation en Ontario, et on prévoit entrer en contact avec Vancouver cette année, ainsi qu'avec le Manitoba, la Saskatchewan, avec toutes les autres [...] c'est vraiment ce qu'on vise [...] d'ici cinq ans ».

La présidente du Centre d'intégration Brésil-Québec indique qu'ils négocient l'établissement d'un partenariat avec un organisme lusophone œuvrant au Plateau-Mont-Royal depuis les années 1980. Comme plusieurs personnes sont déjà engagées dans les activités de cet organisme, un partenariat permettrait d'élargir la communauté desservie et d'utiliser « d'autres espaces jusqu'à ce qu'on aille notre propre espace ».

Concernant les partenariats avec des organismes communautaires ouverts à toutes les communautés immigrantes, le conseiller de l'Association du Ndé Montréal explique qu'ils souhaitent établir un partenariat avec PROMIS pour que l'organisme les aide : « dans l'intégration des nouveaux arrivants [...] [pour] être des facilitateurs dans le placement, dans les conseils ». Il précise que « quand les gens arrivent, ils ne savent pas par où commencer », et que les conseillers de PROMIS peuvent aider à « regarder des perspectives ensemble ».

⁶ <https://www.lappui.org/fr/>

Les organismes souhaitent aussi s'ouvrir davantage à d'autres communautés culturelles. À titre d'exemple, la présidente du Centre culturel et communautaire Salvadorien du Québec pense à des activités de « jumelage avec d'autres organismes ». Elle reconnaît cependant que cela représente un défi. Mettre les « organismes ensemble [...] Ça, c'est la concertation [...]. Mais on peut le faire ». Parmi les initiatives envisagées, elle propose d'organiser « des journées interculturelles deux ou trois fois par année. [...] On veut que la communauté puisse être ensemble avec toutes les autres communautés, arabe, chinois, tous ensemble ».

Enjeux et contraintes

Les personnes rencontrées évoquent divers défis liés au fonctionnement de leurs organismes. Dans cette section sont présentés les principaux enjeux et contraintes, qui concernent notamment le financement des activités, l'engagement de la communauté et la location de locaux.

Financement stable des activités

La principale contrainte mentionnée par les personnes rencontrées est le défi de financer de manière stable les activités de leurs organismes. Un des membres fondateurs du Centre Culturel Algérien souligne bien cette idée : « c'est vraiment le fonctionnement qui nous pose un problème. On a un loyer et des factures à payer, on a un local [...] qui nous coûte assez cher à entretenir. Donc c'est un peu l'enjeu à chaque fois ».

Le manque de financement récurrent impacte la planification et la réalisation des activités. Pour « chaque activité, on [...] met 50 % d'énergie à trouver un partenaire financier », explique la présidente du Centre culturel et communautaire Salvadorien du Québec. Comme d'autres personnes participantes à la recherche, elle considère cette situation comme une réalité inhérente au travail communautaire : « je suis habituée à ça, ce sont les enjeux de tous les organismes ». Selon l'une des intervenantes psychosociales d'Hay Doun, en plus d'avoir mis certains projets en attente à cause des sources de financement interrompues, les personnes travaillant pour l'organisme ressentent parfois les conséquences de l'instabilité de certains types de subventions, ce qui génère « une insécurité, un risque de "est-ce que ce programme va continuer ? Est-ce que si on ne trouve plus de financement..." c'est toujours un sujet qui [...] reste présent dans l'équipe, surtout quand on n'a pas de fonds ».

Pour les organismes participants, obtenir un soutien financier plus stable permettrait d'amplifier leurs actions. Ce qu'explique la présidente de l'Association Culturelle Roumaine représente bien cet enjeu : « j'aimerais avoir plus de soutien, comme ça on peut organiser plus d'activités ». Un soutien financier pour les activités à venir, comme l'affirme le vice-président de l'Association Québec Ile Maurice, pourrait réduire les risques financiers liés à leurs initiatives : « Si [...] on va à la cueillette de pommes, et là je remplis [un bus]. Si on a une subvention [...], je peux prendre éventuellement deux bus » et ainsi élargir la portée de l'activité. Et si toutes les places pour l'activité ne sont pas vendues, « et je fais sortir de l'argent de la caisse de l'Association, [...] on a perdu » de l'argent. Avec « un petit coup de pouce », ils se sentiraient plus confiants pour organiser des activités.

L'absence de financement stable pour ces organismes empêche aussi d'avoir des employés salariés. Le cas du Centre d'intégration Brésil-Québec représente bien cela. Leur présidente

explique qu'étant donné le travail bénévole des membres, « c'est difficile de tout gérer en même temps, parce qu'on n'est pas à 100 % de notre temps de travail dédié au centre ». Ils aimeraient avoir « des subventions salariales pour qu'on puisse engager quelqu'un [...] à temps plein ».

L'obtention de financement

Les personnes interviewées évoquent également des défis liés à l'obtention de financement. En général, les organismes ne connaissent pas les ressources et possibilités disponibles, comme l'indique l'un des membres fondateurs de l'Association des Tunisiens du Canada : « on ne sait pas [...] où aller chercher l'aide ou le financement pour une activité communautaire ».

La présidente de la Communauté Moldave du Québec soulève son manque de connaissances pour rédiger une demande de subvention : « comment écrire un bon projet ? ». Elle précise leur besoin d'« une conseillère » qui « peut nous aider », un besoin également exprimé par d'autres organismes qui n'ont pas l'expertise nécessaire pour rédiger ce type de demande. D'autres soulignent les contraintes linguistiques liées au dépôt de demandes de subvention au Québec, comme l'explique une membre du conseil d'administration de la Filipino Heritage Society of Montreal : « un grand, grand défi pour nous, c'est le fait que la plupart des [...] documents administratifs sont en français, et je suis la seule à pouvoir les faire. [...] Et je ne peux pas dire que je suis 100 % à l'aise quand il s'agit de descriptions de financement en français ».

Un autre enjeu récurrent dans les demandes de financement auprès du gouvernement du Québec est lié au mandat des organismes rencontrés. L'exemple donné par la présidente du Centre d'intégration Brésil-Québec illustre bien cet enjeu : « une fois, nous avons [...] postulé pour une subvention auprès du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) ». Le projet consistait à « présenter dans les parcs, les places communes de la ville, des musiciens brésiliens et faire un échange interculturel entre la société d'accueil et les Brésiliens, à travers la musique ». Cependant, « nous avons eu un feedback que notre projet [...] était ciblé sur une seule communauté ». Lorsque les projets ne s'adressent pas clairement à l'ensemble des communautés ethnoculturelles et nationales, ils risquent de ne pas être financés par le gouvernement du Québec.

Engagement de la communauté : nouvelles générations et bénévoles

Il existe également des contraintes concernant l'engagement de la communauté dans certains organismes. Le cas de l'Association des Tunisiens du Canada, comme le raconte l'un de leurs membres fondateurs, en témoigne : « ça fait dix ou douze ans qu'on est là-dedans, la contrainte maintenant, c'est en termes de ressources humaines. [...] On aimerait bien que la relève prenne la suite des choses, mais c'est difficile d'avoir la relève ». Dans le même sens, une membre du conseil d'administration de la Filipino Heritage Society of Montreal explique la difficulté à engager les nouvelles générations dans leur organisme : « S'ils ne sont pas là, on ne sait pas si on va survivre [...]. Si [le président] ne reste pas en poste, personne ne prendra la responsabilité de tenir le coup. [Les nouvelles générations] ont l'intérêt, mais il semble qu'ils n'ont pas la passion qu'on a ».

Cette préoccupation relative à l'engagement des nouvelles générations est partagée par d'autres organismes. La présidente du Centre culturel et communautaire Salvadorien du Québec souligne l'importance d'impliquer davantage la deuxième génération dans les activités de leur organisme : « c'est la deuxième génération maintenant [...] [qui] veut vraiment s'impliquer, mais ne sait pas comment ». Face à cette réalité, elle ajoute : « c'est pour ça qu'on veut aider les familles aussi,

[...] pour que ses enfants puissent vraiment être impliqués dans la culture de ses grands-parents et de ses parents ». Une réflexion similaire est exprimée par un des membres fondateurs du Centre Culturel Algérien, qui évoque leur souhait de « créer plus d'activités pour les jeunes et faire en sorte qu'ils se reconnaissent plus dans le Centre Culturel Algérien ».

Les personnes rencontrées illustrent des défis liés à l'engagement à long terme de leurs communautés. La Communauté Moldave du Québec trouve que la participation des membres à des activités est globalement difficile : « une personne [...] qui travaille [...] a des enfants, [...] ils sont très occupés. Ils n'ont pas du temps de s'intéresser tous les jours. [...] Ils n'ont pas du temps pour eux-mêmes ». L'un des conseillers de l'Association du Ndé Montréal associe leur difficulté de mobilisation à une contrainte géographique, précisant : « il y a certains qui vivent beaucoup plus [loin]. Des gens de Ndé Montréal, avec le temps, ont dû s'acheter des maisons hors de Montréal », ce qui rend le déplacement pour leurs rencontres plus compliqué. Une partie des organismes ont des membres qui vivent des obstacles à la participation, comme l'Association Culturelle Roumaine, dont les aînés et aînées ne peuvent pas toujours se présenter aux activités. Leur présidente explique : ce sont des « personnes qui ne peuvent pas se déplacer » à cause « de l'hiver ou [d'un manque] [...] de transport adapté ».

L'engagement continu des personnes bénévoles est également un défi mentionné, comme l'illustre bien la présidente du Centre d'intégration Brésil-Québec. Elle décrit comment leurs bénévoles « viennent [puis] ils s'en vont. C'est difficile de trouver un bénévole qui s'engage pour une année complète, par exemple ». L'organisme n'arrive pas à les retenir : « ils viennent et participent à certaines activités, et au fur et à mesure que le temps passe [...] ils ne veulent plus participer ». L'un des membres fondateurs du Centre Culturel Algérien a affirmé, lors de l'atelier collectif, qu'ils n'ont pas de difficulté à « recruter des bénévoles pour des activités ponctuelles », mais qu'ils rencontrent le même problème de rétention.

Avoir ses propres locaux d'activités

Sept des onze organismes ayant participé à la recherche ne disposent pas de leurs propres locaux. Pour cette raison, ils doivent trouver des lieux où se réunir lorsqu'ils organisent leurs activités. Les propos de la présidente du Centre culturel et communautaire Salvadorien du Québec reflètent bien la situation vécue par les participants. Elle explique que c'est difficile « de réaliser certains ateliers ou certaines activités dans des locaux qui sont prêtés », et, en termes logistiques, devoir louer des espaces « devient difficile à chaque fois ». Le vice-président de l'Association Québec Ile Maurice mentionne que la logistique constitue également un défi pour leur organisme : « on n'a pas de local attitré [...]. Tous nos équipements décoratifs pour les fêtes, nos bannières, nos drapeaux, tout ça, c'est quelqu'un qui le garde chez lui ».

Une des membres du conseil d'administration de la Filipino Heritage Society of Montreal explique que la location de locaux pour leurs activités représente une contrainte, car « il faut qu'on loue une place, et cela rajoute une autre dépense ». Parfois, elle met sa propre maison à la disposition de l'organisme, comme pour leur fête de Noël en 2021 : « j'ai offert de la faire chez moi. Cela fait la troisième fois que l'on fait un événement chez moi ».

Réalisation des missions et perspectives

Résultats partiels ou dépassant les attentes initiales

En réfléchissant à la réalisation de leurs missions, les organismes rencontrés font part de deux principales perspectives. Tandis que certains ont l'impression que les résultats de leurs actions demeurent partiels et fragmentaires, d'autres ont le sentiment d'avoir dépassé les attentes établies au moment de la création de leurs organismes.

Un des membres fondateurs de l'Association des Tunisiens du Canada évalue avoir progressé de manière limitée dans la réalisation de leur mission : « un petit peu, pas beaucoup. Cela reste encore disparate [...] » entre les personnes établies au Québec depuis plus ou moins longtemps. « Le besoin, alors que de l'autre côté, des nouveaux arrivants, est immense. [...] La taille aussi de la communauté a augmenté beaucoup. Il y a encore du travail à faire ». De même, un conseiller de l'Association du Ndé Montréal évoque un « chemin long » pour réaliser leur mission : « À partir du moment où les jeunes aussi sont intéressés par la chose associative, nous croyons que nous sommes sur le bon itinéraire ». Selon lui, « il faut seulement un peu de force, de courage, de patience pour que notre objectif soit réalisé ».

Dans le cas d'Hay Doun, une de leurs intervenantes psychosociales conçoit la réalisation de leur mission de manière non linéaire, sous forme de « spirale » : « peut-être qu'il y a du progrès, mais c'est une spirale. [...] Il y a des moments où [...] avant c'était mieux, par exemple, comme quand on a eu des fonds de la Ville de Montréal. On avait plus de marge de manœuvre ». Elle attribue leurs possibilités d'action à divers facteurs contextuels : « l'ambiance politique, l'ambiance du pays, le lien avec les autres instances [...]. Il y a des moments où ça progresse vraiment, mais il y a des moments où ça régresse. Je ne dirais pas que c'est une évolution ».

D'autres participants mettent plutôt de l'avant le dépassement des attentes initiales, comme l'illustre un des membres fondateurs du Centre Culturel Algérien (CCA). « Quand on a fondé l'organisme en 1999, on n'a jamais imaginé qu'il survivrait 25 ans. Parce qu'on a connu d'autres associations qui sont nées et après six mois, après un an, elles fermaient la porte ». Il attribue cette longévité à leur capacité de « se réadapter aux besoins » et « s'acclimater avec les changements au sein de la communauté ». Pour ces raisons, « on a surpassé nos objectifs et créé d'autres au cours des années ». Il souligne également l'importance du soutien des membres : « sans eux, on ne serait pas encore là. [...]. On a toujours eu de bons retours de la communauté. Donc, c'est grâce aux personnes qui se sont engagées » que « le CCA a survécu ».

La présidente du Centre Culturel Brésilien relate une trajectoire similaire : « nous avons commencé comme un petit groupe avec l'intention de faire des petites activités, juste pour rassembler la communauté ». Elle évoque les initiatives réalisées : « des ateliers de rencontres, de soutien des femmes, des 5 à 7 dans la communauté. On a été capable de dépasser ce que nous avons établi comme notre point de départ et on veut aller plus loin ».

L'impact positif sur la communauté

Lorsqu'ils abordent la trajectoire de leurs organismes, certains interlocuteurs mettent également en lumière l'impact positif de leurs actions sur leurs communautés. Trois exemples en témoignent.

La présidente de la Communauté Moldave du Québec décrit leur contribution : « maintenant [...] j'ai une communauté adulte, responsable et je peux les aider seulement à développer [...] leurs besoins en culture, pas économiques comme au début, ni pour l'intégration. Ils se sont très bien intégrés dans leur travail, avec leurs voisins et leurs petits ».

Quant à l'impact positif des actions de l'Association des Tunisiens du Canada, l'un des membres fondateurs mentionne les retours des participants : « lorsque les personnes assistent [à nos activités], puis ils te remercient à la fin, te disent que c'était bien pratique, bien intéressant et qu'ils ont appris des choses aujourd'hui », cela témoigne de la qualité du service offert. L'association procède à des évaluations : « on fait [...] un questionnaire d'évaluation à la fin [des activités] pour savoir si ça a répondu aux besoins », permettant d'ajuster leurs actions en conséquence.

Le vice-président de l'Association Québec Ile Maurice souligne l'importance du « lien social » que leur organisme crée : « en fin de compte, c'est ce qui est important, ce sont les liens que tu tisses avec les autres, si l'association est vivante ». Il observe que, pour plusieurs membres, à part « leur travail et leur famille [...] ce qu'ils ont dans la vie c'est [de] donner à l'association ». Il conclut que la communauté a « ce besoin, parce que si tu coupes ça, [...] c'est le côté social qu'ils vont perdre. Et dans l'association, ils trouvent ça là, ce lien social ».

L'accès à un lieu physique

Le thème le plus récurrent lorsqu'on interroge les organismes rencontrés sur leurs perspectives est l'accès à un lieu physique de rencontre. Ils souhaitent disposer de lieux qui leur appartiennent, afin de bénéficier d'une plus grande autonomie et d'avoir moins de contraintes pour réaliser leurs activités.

La présidente du Centre culturel et communautaire Salvadorien du Québec explique ce souhait : « on aimerait bien, dans un futur à moyen terme, acheter un local ». Elle décrit un espace multifonctionnel : « pour des ateliers, des cours de musique, [...] pour avoir une bonne et belle bibliothèque. [...] Parce qu'on veut faire des expositions, des classes de peinture [...], des rencontres formelles et [...] [aussi] des rencontres avec nos enfants ».

Dans la même logique, une membre de la Federation of Filipino Canadian Associations of Quebec souligne les avantages qu'un bâtiment propre à leur association pourrait leur offrir. Elle évoque notamment les besoins de leurs groupes artistiques : « J'aimerais tellement qu'on ait notre propre bâtiment où on pourrait réserver un espace pour notre groupe de chorale [...] qui performe partout ». Elle ajoute, parlant de leur groupe de danse : « J'aimerais avoir un endroit juste pour eux, où tout serait réuni au même endroit [...] au lieu de payer ».

Le vice-président de l'Association Québec Ile Maurice explique qu'ils voudraient avoir accès à « un endroit avec un local, une permanence, et qu'on puisse faire aussi nos réunions sur place ». L'espace recherché est dans « un lieu multiculturel, avec plusieurs groupes, un peu comme PROMIS, par exemple. Si on a un cagibi [dans] un local pour mettre nos matériels, très bien ». Ainsi, « au lieu d'aller au McDonald's faire une réunion, [...] on a une base ».

Ces aspirations à avoir un local stable traduisent non seulement la nécessité pratique d'obtenir un espace propre pour soutenir les missions des organismes, mais également une vision à long terme d'établir un héritage durable pour leurs communautés.

Un conseiller de l'Association du Ndé Montréal illustre ce besoin en évoquant leur objectif d'avoir un « cadre qui nous appartient », expliquant : « ce qui reste comme un patrimoine que nous devons léguer à ceux qui viendront après nous. S'ils entrent là, ils savent que voici un foyer culturel de Ndé Montréal, au point que ça devient à l'avenir comme un musée ». Cet espace servirait de lieu de mémoire, incluant « les œuvres d'art, peut-être même [...] l'histoire de notre département ».

Dans une vision similaire, la présidente de la Federation of Filipino Canadian Associations of Quebec souligne qu'un espace dédié leur permettrait de mettre en valeur leur patrimoine culturel : « une exposition régulière de ce qu'on a de notre patrimoine, comme nos costumes. Il y en a beaucoup à montrer sur les Philippines ». Quant au Centre Culturel Algérien, l'un de ses membres fondateurs insiste sur l'importance de cette démarche pour avoir un avenir pérenne : « si on veut léguer quelque chose à nos enfants, ça prend une institution avec son propre bâtiment et puis sa propre autonomie ».

Activités planifiées

Enfin, les personnes rencontrées mentionnent des activités que leurs organismes prévoient pour l'avenir. La plupart d'entre elles sont liées à l'adaptation des membres de leurs communautés à la réalité du Québec. « Récemment, j'ai eu l'opportunité de parler à une personne de la francisation en milieu de travail, donc je vais la contacter pour que je puisse comprendre les démarches pour qu'on puisse être un centre partenaire du MIFI, pour offrir la francisation », explique la présidente du Centre d'intégration Brésil-Québec.

La présidente du Centre culturel et communautaire Salvadorien du Québec exprime la nécessité d'aider sa communauté à comprendre et à s'adapter aux institutions québécoises : « on aimerait [...] faire connaître les lois et le système d'éducation au Québec. [...] C'est différent chez nous, donc il faut le savoir. Les personnes qui arrivent ne le connaissent pas ».

Un membre fondateur de l'Association des Tunisiens du Canada, pour sa part, précise qu'ils envisagent de mettre en place un programme visant à faciliter l'adaptation des personnes nouvelles arrivées dans lequel « les anciens, qui sont à la retraite parfois [...], peuvent [...] prendre le support des nouveaux qui arrivent. [...] C'est du mentorat, [...] en termes d'immigration ou d'intégration, pour partager des expériences » de ceux et celles qui vivent ici depuis plus longtemps.

L'un des organismes rencontrés souhaite développer davantage d'actions de soutien dans le département camerounais d'origine, soit le Ndé. L'Association du Ndé Montréal « se rend compte que là, maintenant, ce n'est pas facile que des gens ont de l'eau à boire ». Ils souhaitent se mobiliser « avec les petites cotisations que nous faisons ici, et l'aide des partenaires aussi » pour « peut-être leur être utiles en créant des forages, en construisant des points d'eau ».

Conclusion

Ce rapport documente et met en valeur les pratiques d'action communautaire développées par onze organismes desservant dix communautés immigrantes établies à Montréal depuis les années 2000. Ces organismes poursuivent trois objectifs principaux : répondre aux besoins et établir un espace d'entraide entre les membres de leur communauté, intégrer leurs membres à la société québécoise et promouvoir leur culture ainsi que les échanges avec les cultures présentes au Québec.

Leurs sources de financement, généralement limitées à de petits projets ponctuels et non récurrents, les poussent à développer des solutions alternatives comme des services payants, des cotisations d'adhésion, l'entraide communautaire et des commandites. Leurs activités sont principalement menées dans la région métropolitaine de Montréal. Cependant, certains organismes mènent également des actions ponctuelles dans leurs pays d'origine.

Ces activités visent notamment la valorisation des traditions culturelles d'origine, le partage d'informations, le soutien social, plus spécifiquement pour les personnes immigrantes ou aînées ainsi que les familles. Les partenariats formels demeurent limités, mais il existe une volonté d'en établir davantage. Une volonté d'ouverture à d'autres communautés et organismes est également manifeste.

Leurs principaux défis concernent le manque de soutien à la mission et la difficulté d'accès aux ressources financières, notamment des services publics. L'engagement des nouvelles générations et des bénévoles représente également un défi, ainsi que l'accès à des espaces physiques pour organiser leurs activités. Quant à l'atteinte de leur mission, les avis divergent. Certains considèrent qu'il reste encore un long chemin à parcourir et des défis importants à relever, tandis que d'autres estiment que leur parcours a dépassé leurs attentes initiales. Leur impact positif au sein des communautés est significatif, contribuant à renforcer les liens sociaux entre leurs membres.

Lors de l'atelier collectif tenu avec des représentants et représentantes de dix des onze organismes participants à la recherche, le dernier thème de discussion portait sur « travailler ensemble et identifier des pistes de collaboration entre les organismes et avec PROMIS ». Étant donné que ce projet est une initiative de PROMIS, conjointement avec l'UQAM, les participants et participantes ont adressé à ce premier des propositions de collaboration et de soutien à leurs actions :

- **Accès à des espaces chez PROMIS** : pour la tenue de réunions, le stockage de matériel et l'organisation d'événements avec leurs membres ;
- **Promotion des organismes** : diffuser leurs événements sur le site web de PROMIS, ainsi que sur les babillards physiques de l'organisme dans Côte-des-Neiges. Une aide plus globale pour soutenir la promotion des organismes est également souhaitée ;
- **Partage d'informations sur les appels à projets** : communiquer les possibilités de financement aux organismes participants. Il est aussi suggéré de fournir un répertoire des appels à projets et des possibilités de financement existant ;
- **Formations en action communautaire** : il est suggéré que PROMIS organise une formation abordant divers aspects de la gestion d'un organisme, comme le cadre organisationnel, la coordination des bénévoles et la recherche de subventions.

Dans le cadre de cette rencontre, les personnes participantes ont constaté que les enjeux vécus au sein de leurs groupes sont similaires et qu'une volonté de collaboration mutuelle est présente. Ils ont ainsi proposé d'organiser des rencontres ponctuelles, trois ou quatre fois par année, afin de développer un dialogue et un réseau de collaboration plus durable entre elles et avec PROMIS.

Références

Arsenault, S., Bonci, A. et Giroux, S. (2023). Les parcours à obstacles des résidents temporaires en emploi pour apprendre le français à Québec. Dans *Le français en déclin? Repenser la francophonie québécoise* (1^{re} éd., p. 373-386). Del Busso Éditeur.

Bertaux, D. (2016). 2. Du récit de vie. Dans *Le récit de vie* (vol. 4e éd., p. 38-50). Armand Colin. <https://www.cairn.info/le-recit-de-vie--9782200601614-p-38.htm>

Bourque, M., Grenier, J., Pelland, D. et St-Germain, L. (2016). L'action communautaire autonome, mouvance des contextes, place et autonomie des acteurs : quelles perspectives ? *Sciences & Actions Sociales*, 4(2), 31-50. <https://doi.org/10.3917/sas.004.0031>

Camden, C. et Poncet, F. (2014). Recherche-action participative : nouvelles perspectives . Cairn.info. Dans *Guide pratique de recherche en réadaptation* (p. 383-422). De Boeck Supérieur. <https://doi.org/10.3917/dbu.guill.2014.01.0383>

Campanile, D. (2007). L'organisation communautaire au sein des communautés culturelles. Dans *L'organisation communautaire : fondements, approches et champs de pratique* (1^{re} éd., p. 286-299). Presses de l'Université du Québec. <https://www.puq.ca/catalogue/themes/organisation-communautaire-1529.html>

Cloutier, G. (2011). *La valorisation des savoirs de femmes immigrantes en milieu communautaire. Source d'inspiration pour l'intervention sociale* (1^{re} éd.). Richard Vézina Éditeur.

Côté, D., White, B., Dubé, J. et Gravel, S. (2023). Are Healthcare Systems Failing Immigrants? Transnational Migration and Social Exclusion in the Workers' Compensation Process in Québec. *International Migration Review*, 0(0), 01979183231180192. <https://doi.org/10.1177/01979183231180192>

Desgagné, S. (2005). *Récits exemplaires de pratique enseignante. Analyse typologique*. Presses de l'Université du Québec. https://extranet.puq.ca/media/produits/documents/307_9782760518483.pdf

Fiore, A. M. (2010). *La communauté sud-asiatique de Montréal: Urbanité et multiplicité des formes de capital social immigrant* [Thèse de doctorat, Institut national de la recherche scientifique]. <https://espace.inrs.ca/id/eprint/73/>

Fook, J., Ryan, M. et Hawkings, L. (2000). *Professional Expertise: Practice, Theory and Education for Working in Uncertainty*. Whiting & Birch.

Gagné, J. (2008). *Les organismes communautaires au Québec: vers une sociologie de la mémoire* [Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal]. <https://archipel.uqam.ca/1507/>

Helly, D. (1996). *Le Québec face à la pluralité culturelle, 1977-1994 : un bilan documentaire des politiques* (1^{re} éd.). Les Presses de l'Université Laval.

Langlois, S. (2023). Immigration et classes sociales au Québec. *Les Cahiers des Dix*, (77), 77-90. <https://doi.org/10.7202/1099192ar>

Montgomery, C., Racine, G., Xeocostas, S., Rhéaume, J. et Labescat, G. (2013). *Récit de pratiques d'intervenants dans des organismes d'aide aux nouveaux immigrants* (1^{re} éd.). Centre de recherche et de formation, CSSS de la Montagne. https://sherpa-recherche.com/wp-content/uploads/Recits_de_pratique_intervenants_en_ligne-1.pdf

Prohet, A. (2009). *Exploration des pratiques d'accueil et d'intégration de certains organismes communautaires monoethniques du quartier Côte-des-Neiges à Montréal* (9) [Rapport de recherche]. Laboratoire de recherche sur les pratiques et politiques sociales - Université du Québec à Montréal. <https://larepps.uqam.ca/archives/291>

Racine, G. (2000). *La production de savoirs d'expérience chez les intervenants* (1^{re} éd.). L'Harmattan.

Racine, G. (2007). De la production du silence au invitations à l'échange de savoirs. JSTOR. Dans H. Dorvil (dir.), *Problèmes sociaux* (1^{re} éd., p. 17-44). Presses de l'Université du Québec. <https://doi.org/10.2307/j.ctv18pgt6v.5>

Reichhold, S. (2010). L'action communautaire au service de la population ou de l'État ? Qu'en est-il des services communautaires aux nouveaux arrivants au Québec? *Nos diverses cités*, (7), 39-44.

Rhéaume, J., Tremblay, L., Dumais, L., Brunet, F. et Vaillancourt, Y. (2008). Pluriethnicité et intégration : éléments des récits collectifs de l'action communautaire dans le quartier Côte-des-Neiges. *Cahiers de l'équipe METISS du Centre de recherche et de formation*, 3(1), 51-61.

Schön, D. A. (1992). *The Reflective Practitioner: How Professionals Think in Action*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315237473>

ANNEXE – Synthèse de l’atelier collectif avec les organismes participants

Lieu : PROMIS - Côte-des-Neiges, Montréal

Date : 5 novembre 2025

Heure : de 18 h à 20 h 30

Présences

10 organismes participants, pour un total de 15 personnes :

- Association Culturelle Roumaine
- Association des Tunisiens du Canada
- Association du Ndé Montréal
- Association Québec Île Maurice
- Centre Culturel Algérien
- Centre d’intégration Brésil-Québec
- Communauté Moldave du Québec
- Federation of Filipino Canadian Associations of Québec
- Filipino Heritage Society of Montreal
- Hay Doun

Comité d’encadrement du projet :

- **Aida Berberovic**, directrice des services et programmes à PROMIS
- **Catherine Montgomery**, professeure au Département de communication sociale et publique, UQAM
- **Jacinthe Poisson**, agente de développement au Service aux collectivités de l’UQAM
- **João Paulo Rossini**, auxiliaire de recherche, candidat au doctorat en communication à l’UQAM et agent de liaison communautaire chez PROMIS

Mot de bienvenue et contexte de la rencontre

Mme Berberovic remercie les organismes pour leur contribution à la recherche, soulignant leur rôle crucial dans sa réalisation. Elle explique ensuite l'intérêt de longue date de PROMIS de connaître et de collaborer avec les organismes autonomes dédiés à une seule communauté d'immigration récente à Montréal, ce qui a conduit à la collaboration avec le Service aux collectivités de l'UQAM et la professeure Catherine Montgomery pour débiter ce projet de recherche en 2022. Mme Berberovic précise que la mission de PROMIS est de faciliter l'intégration des personnes immigrantes au Québec et décrit les services offerts par son organisme.

Tour de table

Les personnes invitées nomment leur organisme, leur rôle dans celui-ci ainsi que les actions mises en place par leurs structures. Le comité d'encadrement du projet se présente également.

19h-20h : BLOC 1

La rencontre est animée par Mme Montgomery, responsable du projet.

Elle rappelle les objectifs de la recherche et précise que onze organismes représentant dix communautés ont été rencontrés, que des entretiens individuels ont été réalisés et que chaque interviewé et interviewée a validé le récit de pratique de son organisme. Les récits seront rendus disponibles sur le site web de PROMIS.

Quatre thèmes d'intérêt pour les organismes ont émergé du matériel recueilli et ont été discutés durant la réunion : 1) les effets de la pandémie sur les organismes, les mobilisations et l'état des lieux postpandémie ; 2) le recrutement : difficultés et stratégies mises en place ; 3) le territoire d'intervention et les collaborations (avec qui, comment ?) ; 4) travailler ensemble et identifier des pistes de collaboration entre les organismes et avec PROMIS.

Thème de discussion 1

Effets de la pandémie sur les organismes, les mobilisations et l'état des lieux postpandémie

Question d'animation : Quels effets la pandémie a-t-elle eus sur les mobilisations, quels étaient vos défis et vos bons coups ? Quel était votre moyen de contact, avez-vous réussi à rester en contact avec la communauté ?

Les personnes présentes expliquent que la pandémie a bouleversé le fonctionnement de leurs organismes. Elle a causé la perte de membres, parce que la distanciation sociale a rendu difficile le maintien des liens sociaux. La plupart des activités ont été suspendues, surtout celles en personne. Cela a créé une distance entre les organismes et leurs membres, notamment les personnes aînées, souvent isolées et peu familières avec la technologie. Face à ces défis, certains organismes ont réussi à s'adapter en ligne, en organisant des activités via des plateformes de téléconférence, ce qui a permis de garder un contact limité. La migration vers le virtuel, qui a perduré dans le contexte post-pandémique, est décrite par les participants et participantes comme une modernisation des pratiques d'organisation et de rassemblement des communautés.

Question d'animation : Avez-vous eu de nouvelles sources de financement, spécifiquement liées à la pandémie ?

À l'exception d'une personne, qui affirme avoir obtenu un financement ponctuel du gouvernement du Canada pour son organisme pendant la pandémie, les autres mentionnent que leur accès aux subventions, avant, pendant, et après la Covid, a été inexistant ou très limité, généralement accordé par projet. Ils expliquent que pour pouvoir fonctionner, ils comptent sur des dons faits par les membres, surtout les membres des conseils d'administration, qui prennent en charge une grande partie des dépenses afin que leurs activités puissent avoir lieu. Sans cet effort et le soutien ponctuel de commerçants, commerçantes, de professionnels et professionnelles de la communauté, et dans certains cas, du gouvernement national des pays d'origine à travers leurs représentations à Montréal, il leur aurait été impossible de fonctionner.

Question d'animation : Est-ce que vos organismes ont vu la clientèle revenir autant qu'avant la pandémie ?

Après la pandémie, les organismes relatent un retour progressif de leurs membres, avec même une augmentation du nombre d'inscrites et inscrits aux activités dans deux cas. La perte de membres clés et de bénévoles est un grand défi pour les organismes, surtout en raison du vieillissement des communautés et du manque de relève pour prendre en charge la coordination de leurs activités.

Thème de discussion 2

Recrutement - difficultés et stratégies mises en place

Les personnes présentes expliquent que leurs organismes font face à de grandes difficultés pour recruter des bénévoles à long terme, particulièrement dans un contexte où l'engagement régulier sans rémunération devient un véritable défi. Bien que la reconnaissance et l'information soient des leviers importants pour encourager l'implication de la communauté, il reste difficile de maintenir un engagement durable. Les bénévoles, souvent très motivés, manquent parfois des compétences techniques attendues par les organismes, ce qui peut créer une dissonance entre la contribution que les bénévoles peuvent offrir et celle attendue par les organismes.

Question d'animation : Quelles sont les stratégies de reconnaissance que vous utilisez vis-à-vis des bénévoles ?

Les participants et participantes mentionnent comme stratégies de reconnaissance des bénévoles l'écriture de lettres de recommandation et les appels auprès d'entreprises pour les recommander pour des emplois, relatant des impacts positifs sur la carrière de ces personnes. Ils évoquent également l'importance de maintenir un rythme de rencontres régulières entre les organismes et les bénévoles, ainsi qu'offrir des cartes-cadeaux de valeurs modiques et des certificats de reconnaissance pour valoriser leur implication.

Thème de discussion 3

Territoire d'intervention et collaborations (avec qui, comment ?)

Les représentants et représentantes des organismes affirment que leurs communautés ont une forte présence dans la région métropolitaine de Montréal, bien que quelques membres vivent ailleurs, notamment à Gatineau et à Québec. Leur territoire d'intervention couvre principalement

Montréal et les environs. Cependant, il est constaté que la technologie permet de collaborer sans se soucier des frontières, via des événements en ligne. Bien que la majorité des actions se concentrent à Montréal, un nombre restreint d'activités se font également à l'international.

Les personnes présentes affirment que leurs organismes collaborent, pour des actions et événements ponctuels, avec des compagnies, des organismes dédiés aux communautés de même nationalité ou langue, ainsi qu'avec des organismes représentant d'autres communautés. L'envie de collaborer avec des associations culturelles québécoises d'origine canadienne-française est évoquée.

Mme Berberovic commente que le rôle de PROMIS peut être de faire le lien avec les organismes et leurs besoins, et que PROMIS est financé pour organiser une programmation culturelle destinée aux immigrants et immigrantes.

20h-20h30 : BLOC 2

Thème de discussion 4

Travailler ensemble et identifier des pistes de collaboration entre les organismes et avec PROMIS

Les participants et participantes nomment des mesures de collaboration pouvant soutenir leurs actions :

- *Accès à des espaces chez PROMIS* : pour la tenue de réunions, l'entreposage de matériel et l'organisation d'événements avec leurs membres ;
- *Promotion des organismes* : diffuser leurs événements sur le site web de PROMIS, ainsi que sur les babillards physiques dans son bâtiment. Une aide plus globale pour soutenir la promotion des organismes est également souhaitée ;
- *Partage d'informations sur le financement et les appels à projets* : communiquer les possibilités de financement aux organismes participants. Il est aussi suggéré de fournir un répertoire des appels à projets existants. *En réponse, Mme Berberovic suggère que PROMIS diffuse les appels à financement auprès des groupes ;*
- *Formations en action communautaire* : il est suggéré que PROMIS organise une formation abordant divers aspects de la gestion d'un organisme, comme le cadre organisationnel, la coordination des bénévoles et la recherche de subventions. Il y a un grand intérêt dans la salle en ce qui concerne ce point;
- *Accompagnement de proximité de PROMIS auprès des membres des organismes participants* : il est proposé que les organismes réfèrent des personnes qui ont besoin des services de PROMIS et que, réciproquement, PROMIS réfère ses clients aux communautés. *Mme Berberovic répond que cette collaboration peut être développée.*

Les invités suggèrent également que ce type de rencontre se tienne régulièrement.

Question d'animation : souhaiteriez-vous d'autres rencontres collectives dans l'année, à chaque trois ou quatre mois ?

La plupart des participants confirment que oui.

Mme Berberovic explique que PROMIS organise des conférences une fois par mois sur des sujets liés à l'immigration, en ligne et en présentiel. Plusieurs participants et participantes montrent de l'intérêt et PROMIS leur enverra l'information.

João Paulo propose, en tant qu'agent de liaison communautaire, de se rendre sur place ou d'inviter les organismes à venir pour leur présenter les services de PROMIS.

Après la discussion, les participants et participantes mentionnent la similarité des enjeux vécus par les organismes participants à ce projet.

Mot de fin

Mme Berberovic remercie les personnes présentes en les félicitant pour leur engagement au sein de leur communauté, affirmant que c'était une soirée où l'on observe la naissance de quelque chose. Mme Montgomery qualifie la soirée d'extraordinaire.

